



PREFET DES COTES D'ARMOR

Direction départementale de la
protection des populations

Service prévention des risques
environnementaux

ARRETE MODIFICATIF
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

N° IC : °2003/9113
PM

Le préfet des Côtes d'Armor
Officier de la Légion d'Honneur

- VU le code de l'environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret n° 2013-1301 du 27 décembre 2013 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2101-2 et 2102 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 modifié fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2004, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement autorisant L'EARL Alain Bothorel à exploiter au lieu-dit Prat Collet à Pleudaniel un élevage avicole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 14 mars 2014 établissant le cinquième programme d'actions régional à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU la demande du 19 août 2013 concernant la modification de la gestion des effluents d'un élevage avicole autorisé le 9 novembre 2004 pour 34425 animaux équivalents et d'un élevage de moutons soumis au règlement sanitaire départemental avec exportation d'une partie du fumier de volailles et création d'une plateforme de compostage à la ferme sur le site de Prat Collet (Section ZA n°109) ;
- VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 12 juin 2014 ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 27 juin 2014 ;

CONSIDERANT que le dossier présenté n'apporte pas de modification substantielle au dossier approuvé par l'arrêté du 9 novembre 2004 ;

CONSIDERANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'une erreur matérielle s'est glissée dans l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2014 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

L'arrêté préfectoral du 21 juillet 2014 est rapporté.

Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2004 sont modifiées comme suit :

«1.1. - L'EARL BOTHOREL Alain, domiciliée à Pleudaniel au lieu-dit Prat Collet est autorisée à exploiter à cette adresse (section ZA parcelle n° 109), conformément aux plans et mémoire annexés à la demande à moins de 100 m du tiers le plus proche, un élevage avicole dont la capacité maximale est de 34425 animaux équivalents volailles de chair (poulets légers) en présence simultanée, sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 6212 unités par an.

1.2. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
2111	1)	A	Elevage de volailles	Volailles de chair au sol sur litière	Classé au titre de la rubrique 3660		1 poulet standard = 1 AE	34425	AE
3660	a)	A	Elevage de volailles	Volailles de chair au sol sur litière	Nbre total d'emplacements	> 40 000 emplacements	1 place poulet standard = 1 emplacement	40500	Emplacements

A : (autorisation) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

1.3. - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Type d'élevage	Sections	Parcelles
PLEUDANIEL	Elevage de volailles	Section ZA	N° : 109

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2004 sont modifiées comme suit :

«2.1. Aménagement et exploitation des bâtiments

2.1.1. - La surface du poulailler ne doit pas dépasser 1350 m².

2.1.2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.1.3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.4. - Toutes les eaux usées (sas, etc.), y compris celles du lavage éventuel du (des) poulailler(s) entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du(des) poulailler(s), sont collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.5. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2.1.6. - L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses :

- des écrans de végétation d'espèces locales sont mis en place le cas échéant autour de l'installation ;
- pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage sont mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

2.2. - Sécurité

2.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation du(des) poulailler(s) et annexes doivent être au minimum d'euroclasse feu de type C.

Les locaux techniques doivent être compartimentés avec une cloison coupe-feu et/ou isolés par des matériaux de classe A1, A2 ou B.

2.2.2. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, doivent répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.4. - Installer à 300 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise de 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé sur l'aire de fabrication d'engrais organiques et à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.5. - Les bâtiments d'élevage et les annexes sont accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

2.3. - Meilleures Techniques Disponibles (MTD)

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

2.4. - Prescriptions complémentaires concernant l'unité de compostage

L'éleveur est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en œuvre d'un procédé de traitement biologique aérobie des matières organiques (compostage) sur une plate-forme de compostage en annexe de son installation.

2.4.1 - Dispositions générales

2.4.1.1. Conformité de l'installation à la déclaration

L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande, lesquelles sont adaptées de telle façon qu'il soit satisfait aux prescriptions ci-après :

Dans un délai de 6 mois à compter de la signature du présent arrêté, sont construites à 220 mètres du tiers le plus proche :

- une aire de compostage étanche (bétonnée) de 185 m² (7x24),
- une zone de chargement et d'accès.

2.4.1.2. Modifications

Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.4.2 - Implantation – aménagement

2.4.2.1.- Intégration dans le paysage

L'éleveur prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'intégration paysagère du site (plantations, création de zones enherbées...). Les talus existant sont conservés en l'état et d'autres sont mis en place, le cas échéant, autour de l'installation.

2.4.2.2. - Au sens du présent arrêté, une installation de compostage est une installation qui, à partir d'un procédé biologique aérobie contrôlé, permet la stabilisation par dégradation et réorganisation de la matière organique avec obtention d'un compost destiné à être mis sur le marché ou utilisé comme matière fertilisante ou support de culture ou comme matière première pour la fabrication de matière fertilisante ou support de culture.

2.4.2.3. - Le produit obtenu répond aux critères imposés par la norme NFU-44 051.

2.4.2.4. - Pour la mise en œuvre du procédé de fabrication, l'exploitant dispose d'une plate-forme bétonnée étanche de 185 m² offrant une capacité de production et de stockage d'au moins quatre mois. Un quai ou une aire de chargement sont aménagés de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions.

2.4.2.5. - Le stockage des matières premières et des produits finis doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet.

Le stockage des matières premières et/ou du compost est interdit dans le milieu extérieur. L'enlèvement des produits finis sera réalisé un cycle sur deux.

2.4.2.6. L'unité de compostage doit être fonctionnelle au plus tard à compter de la date du présent arrêté.

2.4.3. - Exploitation - entretien.

2.4.3.1. Surveillance de l'exploitation.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation.

Les personnes étrangères au fonctionnement de l'élevage ne doivent pas avoir libre accès à l'installation.

2.4.3.2. Propreté.

L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

2.4.3.2.1. - Tout écoulement d'eau souillée dans le milieu naturel est strictement interdit.

2.4.3.2.2. - L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2.4.4. - Fonctionnement

2.4.4.1. - L'exploitant dispose des matériels nécessaires à la mise en œuvre des procédés de fabrication (épandeur, sonde de température, bâches ...) soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

2.4.4.2. - La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées.

2.4.4.3. - Les tas de fumiers en cours de compostage ainsi que les composts en attente de reprise sont impérativement bâchés.

2.4.4.4. - La durée d'entreposage sur le site des composts produits est inférieure à un an.

2.4.5. - Contrôle et suivi du compostage.

2.4.5.1. - La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

2.4.5.2. - L'exploitant doit utiliser pour chaque lot de fabrication un Complexe de Micro-Organismes dans le cadre de la réalisation du compostage. Ce Complexe de Micro-Organismes (CMO) est directement intégré dans la litière qui est commercialisé à l'exploitant par l'entreprise SOBACÒ. Pour la mise en œuvre du procédé, le pétitionnaire utilisera le CMO (Bactériolit concentré Ô) conformément aux éléments présentés dans le dossier joint à la demande. L'exploitant devra être en mesure de justifier de l'utilisation du CMO pour chaque lot de fabrication, notamment en mettant à disposition de l'Inspection des Installations Classées des justificatifs comptables.

2.4.5.3. Le process doit permettre un maintien d'une température :

- supérieure à 50 °C pendant 6 à 8 semaines (compostage)

et

- 55°C pendant 15 jours ou 60°C pendant 7 jours (Hygiénisation).

L'exploitant doit disposer d'une sonde de température et effectuer des relevés hebdomadaires en plusieurs endroits de l'andain et à deux profondeurs (60 cm et 1 m) pendant toute la durée du compostage. Cette fréquence de relevé de température est augmentée pour vérifier le respect du couple temps / température permettant l'hygiénisation du compost.

2.4.5.4. - L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi du compostage sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage avec au minimum :

- la quantité de matières premières entrantes en compostage par catégorie,

- l'origine des matières premières (nature et origine des déjections - origine des déchets verts, le cas échéant),
- les dates d'entrée en compostage,
- les quantités d'eau apportée et les dates d'apport,
- les mesures de température (date des mesures et relevés de température),
- les dates des retournements ultérieurs (si nécessaire),

La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.

2.4.5.5 - Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

2.4.5.6. - Les documents de suivi doivent être archivés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de 5 ans.

2.4.5.7. - Toute modification du process doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

2.4.5.8 - Pour les composts qui ne sont ni homologués ni conformes à la norme rendue d'application obligatoire, l'exploitant doit obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en œuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

2.4.6. - Utilisation du compost

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les composts doivent disposer d'une homologation ou, à défaut d'une autorisation provisoire de vente ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les obligations de résultats définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

A cette fin, dans l'attente de consignes nationales sur la normalisation et indépendamment des exigences particulières portées sur le contrat de reprise, pour chaque lot commercialisé, l'exploitant met en place les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants: Matière sèche, matières minérales, matières organiques, azote totale et NH₄, P₂O₅, K₂O.

Par ailleurs et dans l'attente de la publication par la commission d'étude de la toxicité des matières fertilisantes et des supports des cultures, des tolérances en éléments toxiques, l'exploitant est tenu de réaliser, tous les six mois, une recherche de métaux lourds : cadmium, cuivre, plomb, zinc.

De même, il doit procéder à des prélèvements et des examens portant sur les germes suivant : E.coli, salmonelles (St, E), Clostridium, entérocoques, œufs d'helminthe, streptocoques. Un résultat de ces recherches datant de moins de six mois doit être fourni avant chaque reprise de produit.

Le produit doit être étiqueté conformément aux spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente. L'étiquetage doit également indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires.

2.4.7. - Gestion des flux - Traçabilité

L'EARL BOTHOREL Alain assure la mise sur le marché pour 230 tonnes de compost par an soit 5542 unités d'azote.

Un enregistrement des ventes est réalisé avec :

- les dates de départs,
- les références de lot,
- la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant,
- les quantités livrées en tonnes et/ou en m³,
- le nom du transporteur,
- les destinations (nom du destinataire et lieu de destination).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant et le transporteur ou l'utilisateur final. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m3, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées du destinataire final.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans. En cas d'impossibilité de vendre le compost produit sur l'installation l'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.

2.5. Epannage sur céréales

L'exploitant dispose des matériels nécessaires à la mise en œuvre de l'épandage sur céréales soit directement, soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

L'épandage des déjections sur céréales est effectif à compter de la date de l'arrêté préfectoral.»

Les articles 3, 4, 5 et 6 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2011 restent inchangés.

ARTICLE 3 - AFFICHAGE

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Pleudaniel pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Pleudaniel pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture.

ARTICLE 4 - DELAIS ET VOIE DE RECOURS

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
- dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

ARTICLE 5 - EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor, le sous-préfet de Lannion, le maire de Pleudaniel et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée aux exploitants pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

Saint-Brieuc, le **30 JUL. 2014**

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet,
Directeur de Cabinet

Gilles QUENEHERVE

